



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Maintenance et exploitation des installations de chauffage, eau
chaude sanitaire, ventilation, climatisation et traitement d'eau,
photovoltaïques de type PF-PFI pour l'université de Pau et des pays
de l'Adour**

Procédure formalisée

N° de marché : 2025-1340

ACHETEUR :

UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	4
4.1 Clauses générales	4
4.2 Calendrier et délais d'exécution	4
4.3 Tranches optionnelles et modalités d'affermissement	5
ARTICLE 5 – FORME ET MONTANT MAXIMUM DU MARCHÉ.....	5
5.1 Forme	5
5.2 Montant maximum (partie à bons de commande)	5
ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DU MARCHÉ.....	6
7.1 Interlocuteurs	6
7.2 Suivi du marché	6
7.3 Pilotage et suivi financier du montant maximum du marché.....	6
ARTICLE 8 – ROLE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE.....	6
8.1 Sécurité - conformité	6
8.2 Économies d'énergie.....	7
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION.....	7
9.1 Conditions générales	7
9.2 Traitement des données, confidentialité, secret des affaires	7
9.3 Assurances et réparation des dommages	7
Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables.	7
9.4 Sous-traitance.....	7
9.5 Plan de prévention et sécurité.....	8
ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE.....	10
ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	11
11.1.1 Contenu des prix.....	11
11.1.2 Révision du prix :.....	11
11.2.1 Contenu des prix.....	13
11.2.2 Révision du prix :.....	13
11.3 Clause butoir.....	14
11.4 Clause de sauvegarde	14
ARTICLE 12 – OPERATIONS DE VERIFICATION	14
12.1 Vérification des prestations forfaitaires	14
12.2 Vérification des prestations unitaires	14
ARTICLE 13 – GESTION DU COMPTE GER (P3).....	14
13.1 Dépenses	14
13.2 Bilan en fin de contrat.....	15
13.3 Gestion et apurement du compte P3.....	15

ARTICLE 14 – INTERESSEMENT AUX ECONOMIES D'ENERGIE	15
14.1 Définitions	16
14.2 Calcul du nombre de DJU.....	16
14.3 Défaillance d'un compteur	16
14.4 Révision de la cible NB.....	17
14.5 Période probatoire - neutralisation de l'intéressement - nouvelle cible NB :	17
14.6 Dispositions particulières pour les bâtiments dont la cible de consommation ne dépend pas que des DJU	17
ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT	18
15.3 Délai de règlement	19
15.4 Conditions de facturation	19
15.5 Avance	20
15.6 Acomptes.....	20
ARTICLE 16 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	21
16.1 Clause sociale	21
16.1.1 Clause sociale générale d'insertion.....	21
16.1.2 Clause d'action sociale.....	21
16.2 Clause environnementale	22
ARTICLE 17 – PENALITES ET SANCTION FINANCIERE.....	23
17.1 Règle générale	23
17.2 Liste des pénalités.....	23
ARTICLE 18 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE	26
ARTICLE 19 – LIQUIDATION DU MARCHE.....	26
ARTICLE 20 – RESILIATION.....	26
ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHE.....	27
21.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	27
ARTICLE 23 – LANGUE	28
ARTICLE 24 – MONNAIE.....	28
ARTICLE 25 – LITIGES.....	28
ARTICLE 26 – INSTANCE CHARGEE DES RECOURS.....	28
ARTICLE 27 – DEROGATION AU CCAG-FCS.....	29
ARTICLE 28 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	29

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur (Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA)).

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations relatives à la maintenance et l'exploitation des installations de chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation, climatisation, traitement d'eau et photovoltaïques pour tous les sites de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA).

Selon le Guide de rédaction des Marchés Publics d'exploitation du chauffage établi en application de la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire Économique de l'Achat Public, le présent marché, se rapportant aux installations techniques des bâtiments appartenant au MAÎTRE D'OUVRAGE, est un contrat d'exploitation de type :

- **PF** (marché **Prestation – Forfait**) ou **P.F.I** (marché **Prestation – Forfait – Intéressement**) suivant la présence ou non d'une clause d'intéressement.

La nature des contrats d'exploitation associés à chacun des bâtiments est précisée dans le document « Cibles_NB ». La fourniture d'énergie est à la charge de l'acheteur.

Les prestations du présent marché sont susceptibles d'être financées par des fonds européens (FEDER).

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté pour les raisons techniques, concurrentielles et organisationnelles suivantes :

- mise en place d'une gestion technique centralisée (GTC) pilotant et coordonnant tous les sites de l'établissement ;
- gestion administrative et opérationnelle homogène en vue de garantir une supervision homogène et stable du pilotage des installations pour permettre d'assurer une continuité de service.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

4.1 Clauses générales

La durée du présent marché est de 24 mois à compter du 01/10/2025. La date définitive de début d'exécution figurera dans l'acte d'engagement ou dans le courrier de notification du marché. A défaut, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS.

Il peut être tacitement reconduit deux (2) fois pour une période de douze (12) mois.

En cas de non reconduction, l'acheteur adresse au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception ou un message depuis la plateforme des achats de l'État, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme de la période en cours, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

4.2 Calendrier et délais d'exécution

Les délais d'exécution bénéficient des règles énoncées au CCAG-FCS et notamment à son article 13. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.3 Tranches optionnelles et modalités d'affermissement

Sans objet.

ARTICLE 5 – FORME ET MONTANT MAXIMUM DU MARCHÉ

5.1 Forme

Le marché est passé selon la procédure formalisée en application de l'article L.2124-1 du Code de la commande publique. Il fait l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° dudit Code.

Le présent contrat utilise la technique de l'accord-cadre en application des articles L.2125-1 1° et R.2121-8 dudit Code. Il est mono-attributaire et constitue un marché mixte.

- S'agissant des prestations liées à l'exploitation, la maintenance et la garantie totale des installations (P2, P3), il s'agit d'un marché ordinaire.
Ces prestations sont traitées à prix forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- S'agissant des prestations de maintenance corrective (hors forfait) et travaux, il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu en application de l'article R.2162-2 et dans les conditions déterminées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.
Ces prestations sont traitées à prix unitaires selon le bordereau des prix unitaires (BPU).

5.2 Montant maximum (partie à bons de commande)

Fondé sur l'article R.2162-4 2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est sans montant minimum. Le montant maximum pour sa partie à bons de commande est fixé comme suit :

- Le montant estimatif du marché est de 865 000€ HT en tenant compte de l'historique et de la révision des prix.
- Le montant maximum du marché est fixé à 1 008 000€ HT. Il correspond au montant estimatif majoré de 16,52% compte tenu des incertitudes liées aux évolutions des fournitures et de la livraison de nouveaux bâtiments.

Les montants sont calculés sur la durée maximale du marché, soit 4 ans.

Les montants estimatifs ne constituent pas un engagement contractuel de l'acheteur.

ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières et techniques :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU),
 - Cible_NB,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
-
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1^{er} avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- Le Guide de rédaction des Marchés Publics d'exploitation du chauffage en application de la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intégrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS ET SUIVI DU MARCHE

7.1 Interlocuteurs

Deux référents métier et un référent achat sont désignés en interne à l'UPPA. Ils seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour l'exécution du marché, et mettront éventuellement en place avec lui des procédures de suivi.

Le titulaire a l'obligation de désigner dès la mise en place du marché et à l'attention des deux référents métier du marché un ou des correspondants en charge des prestations :

- pour le suivi administratif des commandes de l'université ;
- pour le suivi technique du marché avec les référents métier;
- pour la gestion des factures, si le service est différencié.

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense (DAPID) de tout changement d'interlocuteurs.

S'agissant de(des) interlocuteur(s) en charge du suivi technique du marché, son remplacement (hors urgence ou impossibilité liée aux circonstances) devra être signalé préalablement au UPPA qui décidera d'agréer ou non son remplaçant. Lors de ses absences pour congés ou autres raisons, le responsable technique sera obligatoirement remplacé, sans délai, par un agent disposant des compétences et des moyens d'intervention a minima équivalents à ce(s) dernier(s).

7.2 Suivi du marché

Dès la notification du marché, une réunion de lancement sera prévue en présentiel, entre les différents interlocuteurs afin de présenter les modalités de pilotage et de réalisation des prestations. Des réunions sont organisées selon la périodicité et les modalités prévues à l'article 2.14.1 du CCTP.

7.3 Pilotage et suivi financier du montant maximum du marché

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence annuelle un état de son activité au sein du présent marché pour sa partie à bons de commande :

- type de prestation selon l'intitulé du BPU ou si prestation hors BPU, typologie de prestation,
- montant par prestation
- site géographique et bâtiment de la prestation.

Dans le cadre du suivi du montant maximum du marché, le titulaire alerte l'acheteur lorsque 80% de ce montant est atteint.

ARTICLE 8 – ROLE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire assure un rôle de conseil et d'assistance auprès de l'UPPA à chaque étape de la prestation.

8.1 Sécurité - conformité

Il est attendu du titulaire qu'il joue pleinement son rôle de conseil technique.

Ainsi, il devra notamment avertir par écrit l'acheteur :

- De l'évolution de la réglementation et examinera avec lui les éventuelles conséquences sur les installations et les conditions d'exploitation ;
- Des anomalies constatées lors de ses visites et relevant de la conformité des installations à la réglementation en vigueur ;

- Des améliorations ou modifications que doivent subir les installations et les locaux pour satisfaire à la réglementation en vigueur ;
- Des contrôles et visites réglementaires à effectuer mais non listés dans le paragraphe 2.5.13 du CCTP.

Le titulaire est également tenu d'informer immédiatement l'UPPA lorsqu'il détecte une anomalie (de fonctionnement, d'utilisation ou intrinsèque à l'appareil) pouvant avoir des conséquences pour le fonctionnement, la disponibilité ou la sécurité des appareils et des personnes.

8.2 Économies d'énergie

Le titulaire analyse avec l'acheteur les diverses mesures susceptibles de conduire à des économies d'énergie et le fera bénéficier de son expérience acquise sur d'autres installations. Les propositions du titulaire seront synthétisées dans le rapport annuel d'exploitation (cf. article 2.12 du CCTP) et accompagnées d'un estimatif d'investissement et d'économie annuelle.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION

9.1 Conditions générales

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du marché et à signaler tout changement de situation à l'acheteur et les éventuels justificatifs nécessaires dans les plus brefs délais.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UPPA les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

L'UPPA se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés.

9.2 Traitement des données, confidentialité, secret des affaires

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

9.3 Assurances et réparation des dommages

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables.

En complément de ces dernières, les dispositions des articles 1.1.2.2 et 2.7.2 du CCTP prévoient une subrogation.

9.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire remet par ailleurs une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre pas dans un des motifs d'exclusion de la procédure de passation du marché mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

En application de l'article R2193-9 du code de la commande publique, lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions des articles R2152-3 à 5 du code pouvant aboutir au rejet du sous-traitant proposé.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement font l'objet d'une déclaration de sous-traitance signée des deux parties.

Le paiement de la sous-traitance se fait dans les conditions réglementaires décrites par les articles R2193-10 à R2193-22 du code.

Modalités de paiement direct : le titulaire joint au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Elle précise, le cas échéant, à l'appui du projet de décompte, les raisons pour lesquelles elle n'a pas retenu les sommes proposées initialement. Chaque sous-traitant doit aussi produire une demande de paiement à l'attention de l'acheteur, dans laquelle est indiquée la référence de la facture à lui régler.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

9.5 Plan de prévention et sécurité

En application de l'article R4512-7 du Code du travail, **un plan de prévention** sera établi conjointement entre le titulaire et l'UPPA, dans un délai d'un mois après notification du marché et avant toute intervention sur site. Une inspection commune aura lieu préalablement à l'établissement de ce plan de prévention pour l'analyse des risques inhérents aux travaux du titulaire et à la coactivité entre le titulaire et l'UPPA.

Ce plan de prévention sera mis à jour autant que de besoin et chaque année lors de la réunion annuelle d'exploitation.

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de l'UPPA dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il sera transmis au titulaire le règlement intérieur de l'UPPA.

L'ensemble des prestations doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normes, DTU et à celles de tous les textes subséquents, en vigueur au premier jour du mois d'exécution des prestations.

Le titulaire devra également respecter les prescriptions du règlement sanitaire départemental.

9.6 Personnel d'exécution

Le titulaire affecte aux installations de l'acheteur le nombre de techniciens qu'il estime nécessaire, ce nombre étant précisé dans son offre. Lors des interventions dans les bâtiments, les techniciens doivent se présenter en vêtements professionnels identifiables (nom de la société en clair sur les vêtements) et respecter le planning établi pour les interventions programmées. Les véhicules du titulaire sont identifiables. Il aura l'obligation de remettre à l'acheteur le nom, la qualification professionnelle et les coordonnées téléphoniques du personnel affecté.

L'acheteur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification suffisante du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents n'ayant pas la qualification et la compétence suffisante.

Le titulaire met en place les actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état suffisant des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité.

9.7 Horaires d'intervention

L'horaire d'intervention du personnel du titulaire doit tenir compte des impératifs du fonctionnement des bâtiments et se situer pendant les heures ouvrables (du lundi au samedi) sauf spécifications contraires de l'acheteur et astreinte.

9.8 Identification de l'entreprise

Le titulaire pourra apposer des autocollants de son entreprise sur les portes des chaufferies et sous-stations à condition que celles-ci soient retirées en fin de marché et que ces derniers n'aient pas dégradé la peinture. Si tel était le cas, le titulaire repeint les portes concernées à ses frais.

9.9 Interventions de maintenance corrective P2-P3-P5

9.9.1 Programme d'exécution

À l'initiative du titulaire, un programme d'exécution est établi et remis à l'acheteur. Si le titulaire estime que certaines prestations peuvent perturber le fonctionnement normal des bâtiments, il en informe sans délai et par écrit l'acheteur et lui propose toutes dispositions permettant de supprimer ou à minima réduire la gêne.

De même, si l'acheteur estime que les interventions de maintenance peuvent nuire au bon fonctionnement des bâtiments, il peut demander au titulaire de lui proposer toutes les dispositions permettant un fonctionnement satisfaisant.

9.9.2 Initiative des interventions

Le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur demande de l'acheteur pour les cas de dysfonctionnements prévus au marché. Toutefois, dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et en informe l'acheteur dans les meilleurs délais.

9.9.3 Délais d'intervention

Les délais d'interventions sont définis aux articles du CCTP en lien avec la continuité des services et aux RDTs figurant au titre 6 du CCTP.

9.9.4 Compte-rendu d'intervention

L'ensemble des interventions de maintenance corrective donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte rendu écrit à remettre au plus tard dans les 24h suivant la fin de l'intervention.

9.10 Coordination des interventions

Pendant les périodes de garantie, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec la Direction du Patrimoine de l'UPPA, les constructeurs et les installateurs des matériels ou équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions (réglages ou interventions suite à un incident au titre de la garantie).

Lorsque le titulaire doit faire intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, il prend en accord avec l'acheteur toutes dispositions pour assurer la coordination de cette intervention. Un plan de prévention des risques doit être mis en place sous la responsabilité du titulaire qui en assume la pleine et entière responsabilité.

Quel que soit l'intervenant, le titulaire est toujours responsable de la coordination des travaux effectués sur les installations dont il assure la maintenance. À ce titre, aucune intervention ne sera effectuée sur lesdites installations sans qu'une réunion préparatoire préalable ait lieu avec le titulaire. L'acheteur veillera particulièrement au respect de cette clause, suivant les dispositions du code du travail.

Dans le cas de travaux d'importance, le titulaire fournira un planning d'intervention intégrant ses éventuels sous-traitants.

9.11 Fourniture et garanties des matériels

9.11.1 Fournitures

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées ou agréées par le(s) constructeur(s), et sont conformes aux réglementations ou normes en vigueur.

9.11.2 Garanties des matériels

Le matériel fourni et posé par le titulaire dans le cadre des prestations P2, P3 et P5 est garanti deux années à compter de sa mise en service.

Les carnets de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affecte le même organe et a la même origine que la première, il n'y aura pas de facturation pour la seconde réparation, ni d'imputation au compte P3.

ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE

10.1 Prestations forfaitaires

Aucun « bon de commande » ne sera adressé au titulaire.

La notification du marché engage juridiquement l'acheteur selon les éléments figurant sur l'acte d'engagement.

Suite à la notification, un mail sera adressé au titulaire précisant le numéro d'engagement juridique (EJ) attribution à faire figurer sur la facture sous la forme ATT-2025-XXXXXX.

10.2 Prestations unitaires

Les bons de commande, appelés engagements juridiques commandes (EJ-CDE), sont émis au fur et à mesure de la survenance du besoin principalement par la Direction du patrimoine de l'UPPA et à titre exceptionnel par d'autres pôles et collègues, sur la base des montants indiqués dans le BPU. Ils comportent les éléments suivants :

- La référence du marché (2025-1340),
- Le numéro de l'EJ-commande (EJ-CDE) qui devra figurer sur le bon de livraison le cas échéant,
- La nature et la référence des prestations selon l'intitulé du BPU ;
- La quantité commandée,
- Le prix HT et TTC correspondant,
- L'adresse exacte du lieu de livraison / d'exécution, précisant le bâtiment et les contraintes d'accès, le cas échéant,
- Le nom du responsable de la commande,
- Les coordonnées exactes du service émetteur de la commande.

Les EJ-CDE seront édités et transmis principalement par la Direction du patrimoine de l'UPPA et à titre exceptionnel par d'autres pôles et collègues. Ils seront validés électroniquement dans le système d'information de l'UPPA par l'ordonnateur, aucune signature manuscrite ne figurera donc sur les documents générés.

Ces EJ-CDE seront notifiés au titulaire du marché par courrier électronique (EJ-CDE en pièce jointe) ou tout autre moyen numérique. Le délai d'exécution de chaque commande partira à compter de l'envoi du bon de commande correspondant.

Les EJ-CDE pourront être émis au titre du marché jusqu'au dernier jour de validité de ce dernier. Dans le cas d'un EJ-CDE dont le délai d'exécution se prolonge après la fin du marché, la prestation est exécutée dans un délai raisonnable après la fin de ce dernier et n'excédant pas 6 mois suivant la date de fin du marché.

ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires correspondent aux prestations de maintenance P2, P3 et sont réglées selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

11.1.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS relatif à la maintenance des prestations.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de l'acheteur :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par l'acheteur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causés par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

Pour les prestations P2, le montant est annuel et décomposé en 6 postes dans la DPGF :

- **P2.1** est le prix forfaitaire global des prestations de surveillance, conduite, petit entretien, réputées nécessaires pour assurer le chauffage des locaux, la production et la distribution de l'ECS,
- **P2.2** est le prix forfaitaire global pour l'entretien des installations de rafraîchissement et climatisation,
- **P2.3** est le prix forfaitaire global pour l'entretien des installations de régulation, supervision,
- **P2.4** est le prix forfaitaire global pour l'entretien des installations de ventilation,
- **P2.5** est le prix forfaitaire global pour l'entretien des installations photovoltaïques,
- **P2.6** est le prix forfaitaire global pour la maintenance de la GTC.

Pour les prestations P3, le montant est annuel et décomposé en 5 postes dans la DPGF :

- **P3.1** est le prix forfaitaire global des prestations de gros entretien et renouvellement du matériel nécessaire pour assurer le chauffage des locaux, la production et la distribution de l'ECS,
- **P3.2** est le prix forfaitaire global des prestations de gros entretien et renouvellement du matériel nécessaire pour assurer le rafraîchissement et la climatisation,
- **P3.3** est le prix forfaitaire global des prestations de gros entretien et renouvellement du matériel nécessaire pour assurer la régulation et la supervision,
- **P3.4** est le prix forfaitaire global des prestations de gros entretien et renouvellement du matériel nécessaire pour assurer la ventilation des locaux,
- **P3.5** est le prix forfaitaire global des prestations des compteurs énergétiques.

11.1.2 Révision du prix :

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de date de début d'exécution du marché puis **révisables**, à la hausse comme à la baisse, **tous les 12 mois** d'exécution par application de la formule de révision ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres indiqué en page de garde du règlement de consultation 2025-1340. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Dans le cas où la valeur connue d'un indice précisée dans une formule n'est pas publiée à la date de révision, la dernière valeur définitive publiée connue sera prise en compte pour le calcul du prix de règlement.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS.

En complément de cet article, le prix révisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

La formule de révision applicable pour les prestations de maintenance P2 est la suivante :

$$P2r = P2_0 * (0,30 + 0,70 * \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0})$$

Dans laquelle :

Formule dans laquelle :

- **P2r** est le nouveau prix des prestations
- **P2₀** est le prix initial à la valeur du mois zéro
- **ICHT-IME_r** : valeur du mois de l'année de révision en cours - 5 mois telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>.
- **ICHT-IME₀** : valeur du mois zéro - 5 mois, telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

La formule de révision applicable pour les prestations de maintenance P3 est la suivante :

$$P3r = P3_0 * (0,15 + 0,25 * \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,6 * \frac{BT40}{BT40_0})$$

- **P3r** est le nouveau prix des prestations
- **P3₀** est le prix initial à la valeur du mois zéro
- **ICHT-IME_r** : valeur du mois de l'année de révision en cours - 5 mois telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>
- **ICHT-IME₀** : valeur du mois zéro - 5 mois, telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>
- **BT40_r** : valeur du mois de l'année de révision en cours - 3 mois telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710973>
- **BT40₀** : valeur du mois zéro - 3 mois, telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710973>

Les révisions suivantes seront calculées à partir des derniers prix et indice révisés, Pr devenant Po et Ir devenant Io.

La révision sera calculée par la Direction des achats et du pilotage de la dépense et adressée au titulaire dans les 15 jours suivant la date de prise d'effet. Sous réserves des clauses de sauvegarde et butoir, les tarifs seront réputés acceptés en cas de silence 15 jours après réception. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence d'envoi de la révision de prix par la Direction des achats et du pilotage de la dépense pour se soustraire à l'application de la présente clause de révision de prix qui, par définition, doit s'appliquer.

En cas de modification du contrat qui comporterait de nouveaux prix, ces derniers seront révisés dans les conditions suivantes :

- Il faut qu'un délai d'un an se soit écoulé entre la notification de la modification et la date de révision ;
- La révision se calcule selon la même formule et à la même échéance que les prix du marché.

11.2 Prestations unitaires

Les prestations unitaires sont réglées selon le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix des prestations sont calculés sur la base du Bordereau des Prix Unitaires et sur devis acceptés par l'acheteur. Dans le cadre des prestations hors forfait, le titulaire garantit à l'acheteur le meilleur prix sur l'ensemble des pièces détachées et des fournitures remplacées.

Les opérations de maintenance corrective non comprises au BPU sont rémunérées selon le détail des heures réelles passées du personnel, attesté par un attachement signé de l'UPPA et sur les bases suivantes :

- prix des pièces et matières premières attestées par les factures fournisseurs, affectés du coefficient contractuel exprimé au BPU ;
- coût de la main d'œuvre correspondant aux taux horaires exprimés au BPU ;
- coût de la sous-traitance, attestée par la facture du sous-traitant, affecté du coefficient de sous-traitance contractuel exprimé au BPU.

11.2.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que décrites au CCTP, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS relatif à la maintenance des prestations.

11.2.2 Révision du prix :

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de date de début d'exécution du marché puis **révisables**, à la hausse comme à la baisse, **tous les 12 mois** d'exécution par application de la formule de révision ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres indiqué en page de garde du règlement de consultation 2025-1340. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Dans le cas où la valeur connue d'un indice précisée dans une formule n'est pas publiée à la date de révision, la dernière valeur définitive publiée connue sera prise en compte pour le calcul du prix de règlement.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG FCS.

En complément de cet article, le prix révisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

La formule de révision applicable aux prestations unitaires est la suivante :

$$Pr = P_0 * (0,125 + 0,875 * \frac{BT01}{BT01_0})$$

- **Pr** est le nouveau prix de règlement des prestations
- **P₀** est le prix initial à la valeur du mois zéro
- **BT01_r** : valeur du mois de l'année de révision en cours - 3 mois telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>
- **BT01₀** : valeur du mois zéro - 3 mois telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>

Les taux horaires du titulaire indiqués dans le BPU sont révisés selon les mêmes modalités que la prestation forfaitaire P2.

Les coefficients applicables sur le prix d'achat des pièces de rechange et sur les prestations sous-traitées indiqués dans le BPU sont fermes durant toute la durée du marché.

Les révisions suivantes seront calculées à partir des derniers prix et indice révisés, Pr devenant Po et Ir devenant Io.

La révision sera calculée par la Direction des achats et du pilotage de la dépense et adressée au titulaire dans les 15 jours suivant la date de prise d'effet. Sous réserves des clauses de sauvegarde et butoir, les tarifs seront réputés acceptés en cas de silence 15 jours après réception. Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence d'envoi de la révision de prix par la Direction des achats et du pilotage de la dépense pour se soustraire à l'application de la présente clause de révision de prix qui, par définition, doit s'appliquer.

En cas de modification du contrat qui comporterait de nouveaux prix, ces derniers seront révisés dans les conditions suivantes :

- Il faut qu'un délai d'un an se soit écoulé entre la notification de la modification et la date de révision ;
- La révision se calcule selon la même formule et à la même échéance que les prix du marché.

11.3 Clause butoir

Le marché ne prévoit pas de clause butoir.

11.4 Clause de sauvegarde

L'UPPA se réserve le droit de dénoncer le marché en cours d'exécution, sans indemnité pour le titulaire, en cas d'augmentation des tarifs supérieure à 15% sur une période de 12 mois.

ARTICLE 12 – OPERATIONS DE VERIFICATION

12.1 Vérification des prestations forfaitaires

Les prestations seront conformes aux exigences formulées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont réalisées annuellement sur la base du rapport annuel d'exploitation remis.

12.2 Vérification des prestations unitaires

Le titulaire du marché avise l'acheteur de la date d'achèvement de la prestation.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, dans un délai de 10 jours calendaires suivant l'intervention, le titulaire établit un compte rendu d'intervention. Sur la base de ce dernier, l'acheteur établit le PV associé valant décision après vérification.

Les opérations de vérification se poursuivent selon les dispositions des articles 29 à 30 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service est suspendu durant les périodes de fermeture administrative de l'établissement (3 semaines en été, 2 semaines à Noël).

ARTICLE 13 – GESTION DU COMPTE GER (P3)

13.1 Dépenses

Un bordereau annuel récapitulatif sera remis par le titulaire à l'acheteur, en même temps que le rapport annuel d'exploitation, précisant pour chaque bâtiment et à l'échelle du contrat :

- le solde des exercices précédents ;
- le montant de la redevance P3 de la période annuelle d'exécution écoulée ;
- le montant des dépenses de Gros Entretien et Renouvellement de l'exercice écoulé, accompagné des copies des factures d'achat de fourniture et de sous-traitance ;
- le nouveau solde à la fin de la période annuelle d'exécution écoulée..

Pour chaque ligne d'imputation P3 de l'exercice écoulé, le titulaire crée un dossier comprenant les factures justificatives d'achat de fourniture et de sous-traitance. **Les lignes d'imputation non justifiées ne seront pas intégrées dans le décompte P3. Le titulaire prendra alors en charge financièrement la totalité des travaux engagés.**

L'absence de remise de ce dossier, lors de l'arrêt des comptes annuels, équivaudrait à l'absence de dépenses engagées au titre du Gros Entretien et Renouvellement, au cours de l'exercice considéré, et en conséquence, aucune dépense pour l'exercice ne saurait être prise en compte, lors du décompte définitif à la fin du marché.

13.2 Bilan en fin de contrat

6 mois avant l'échéance du contrat, un bilan des dépenses et recettes sera établi par le titulaire.

Si la somme des dépenses (ayant donné lieu à un justificatif) est inférieure à la somme des recettes P3, l'acheteur pourra demander au titulaire de réaliser des travaux, à concurrence de la redevance P3 totale versée.

Si la totalité des sommes dépensées depuis le début du contrat est supérieure à la somme versée, le titulaire et l'acheteur détermineront ensemble la limitation des dépenses pour les 6 derniers mois.

En cas de non reconduction ou de résiliation, l'acheteur fixe le délai de production du bilan dans le courrier de notification.

13.3 Gestion et apurement du compte P3

L'acheteur verse, chaque année, une somme R, égale au montant du P3.

Soit : $R = R1 + R2 + R3 + R4$

(somme des recettes annuelles de l'année d'exécution (à partir de 12 mois, le montants sont révisés selon l'article du 11.1.2 CCAP)

Soit : $D = D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + \dots + Dd$

(D = somme des dépenses ayant donné lieu à un devis d'imputation validé par l'acheteur).

A la fin du marché, le compte sera apuré de la façon suivante :

Premier cas : le compte est positif, c'est-à-dire R est supérieur à D : le titulaire rétrocédera à l'acheteur la totalité de la différence $R - D$ à travers un titre de recette.

Second cas : le compte est négatif, c'est-à-dire R est inférieur à D : le titulaire supportera la totalité du dépassement $D - R$.

En cas de résiliation du marché (sauf aux torts du titulaire), le compte sera apuré de la façon suivante :

Premier cas : le compte est positif, c'est-à-dire R est supérieur à D : le titulaire rétrocédera à l'acheteur la totalité de la différence $R - D$ à travers un titre de recette.

Second cas : le compte est négatif, c'est-à-dire R est inférieur à D, les règles suivantes seront appliquées :

- Résiliation au cours de la première année d'exécution : 80% de la différence $D - R$ sera payé par l'acheteur (l'UPPA),
- Résiliation au cours de la 2^{ème} année d'exécution : 50% de la différence $D - R$ sera payé par l'acheteur,
- Résiliation au cours de la 3^{ème} année d'exécution : 20% de la différence $D - R$ sera payé par l'acheteur,
- Résiliation au cours de la 4^{ème} année d'exécution : 0% de la différence $D - R$ sera payé par l'acheteur.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le compte sera apuré de la façon suivante :

Premier cas : le compte est positif, c'est-à-dire R est supérieur à D : le titulaire rétrocédera à l'acheteur la totalité de la différence $R - D$ à travers un titre de recette.

Second cas : le compte est négatif, c'est-à-dire R est inférieur à D, le titulaire supportera la totalité du dépassement $D - R$.

ARTICLE 14 – INTERESSEMENT AUX ECONOMIES D'ENERGIE

A la fin de chaque année d'exécution, l'UPPA remet au titulaire les factures de consommations d'énergie (énergie pour le réseau de chaleur, gaz et électricité le cas échéant pour les autres installations). Dans un délai de 2 semaines, le titulaire produit le calcul de l'intéressement pour chaque bâtiment et le transmet à l'acheteur sous fichier Excel avec le détail de tous les calculs et notamment :

- le détail des valeurs et des formules utilisées ;
- le détail du calcul du prix moyen de l'énergie pendant la période de chauffage (kmc) ;
- les dates d'allumage et d'arrêt du chauffage et les DJR de la période de chauffe ;
- le tableau des consommations d'énergie et d'ECS prises en compte sur l'exercice (au sens année d'exécution).

Le calcul de l'intéressement devra être validé par l'acheteur avant que le titulaire n'émette les factures ou avoirs correspondants par voie d'avenant.

14.1 Définitions

NB : la quantité de combustible ou de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par les NDJUo contractuels. Les NB par bâtiments sont exprimés en MWh_{PCS} ou MWh utiles suivant la nature de l'énergie comptée.

NDJUo contractuels : le nombre contractuel de degrés jours unifiés au RDTs.

NDJU constatés : le nombre de degrés jours unifiés constatés pour la durée effective du chauffage, et calculés par le COSTIC pour la station météo de référence définie au RDTs.

N'B : la quantité de combustible ou de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de l'année considérée :

$$N'B = NB \times \frac{NDJU \text{ constatés}}{NDJU_0 \text{ contractuels}}$$

NT : la quantité de combustible ou de chaleur globale réellement consommée telle qu'elle résulte des relevés de compteur réalisés par le titulaire pendant la période de chauffe de l'exercice (au sens année d'exécution) et exprimée en MWh_{PCS} ou MWh utiles.

Lorsque l'énergie est le gaz naturel, la somme des consommations gaz exprimées en MWh_{PCS} correspond au nombre de m³ de gaz relevés par le titulaire durant la période effective de chauffage, multiplié par le coefficient de conversion (MWh_{PCS}/m³) des factures de gaz naturel calculé pour les mois concernés par la période effective de chauffage.

Lorsque l'énergie est le gaz naturel et un réseau de chaleur, la consommation de gaz naturel est convertie en énergie utile sur la base du coefficient PCS / PCI de 0,9.

NC : la consommation de chauffage, égale à la consommation d'énergie globale NT diminuée de la consommation nécessaire au chauffage de l'eau chaude sanitaire - exprimée en MWh_{PCS} pour les installations au gaz naturel ou MWh pour les autres installations (réseau de chaleur, électrique ou mixte gaz naturel / réseau de chaleur)

$$NC = NT - q \times m$$

Avec

- **m** : la consommation d'eau chaude sanitaire en m³ pour la période de chauffe de l'exercice (au sens année d'exécution) considéré ;
- **q** : la consommation de combustible ou d'énergie théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide y compris les pertes du réseau de distribution. Cette valeur sera calculée pendant la période hors chauffage. Elle est exprimée en MWh_{PCS}/m³ ou MWh/m³.

14.2 Calcul du nombre de DJU

Les Degrés Jours Unifiés (DJU) pris en compte débutent du 1^{er} jour jusqu'au dernier de la saison de chauffe. S'il est nécessaire de remettre en route le chauffage, le décompte sera identique. Ils seront ceux publiés par la station météorologique de référence.

Dans le cas où la station météorologique viendrait à interrompre ses relevés pour une période donnée, les DJU de ladite période seront estimés à partir des éléments de calculs fournis par une autre station la plus représentative du secteur concerné, déterminée conjointement par l'acheteur et le titulaire.

En cas d'interruption du chauffage d'une durée supérieure à 24 h pendant la période de chauffage, les DJU correspondants à cette durée seront déduits des DJU réels.

14.3 Défaillance d'un compteur

En cas de défaillance d'un compteur (réseau de chaleur, gaz naturel ou électrique), la quantité d'énergie prise en compte pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédent la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$U = U' \times \frac{NDJX}{N'DJX}$$

Où :

- **U** est la quantité d'énergie prise en compte après correction.

- U' est la quantité d'énergie prise en compte pendant au moins dix jours de régime établi après la mise en service du compteur révisé.
- $NDJX$ est le nombre de degrés jours réels constatés pendant la période où le compteur a été défaillant.
- $N'DJX$ est le nombre de degrés jours réels constatés pendant la période de référence où a été fournie la quantité U' .

14.4 Révision de la cible NB

Si la quantité effective NC est inférieure de plus de 15 % à la quantité théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 20 % au cours d'une seule saison, la cible sera révisée à la valeur N'B.

Le titulaire devra obligatoirement fournir les relevés de température représentatifs du niveau de chauffe des bâtiments. En cas de désaccord persistant, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le titulaire.

14.5 Période probatoire - neutralisation de l'intéressement - nouvelle cible NB :

Si les données historiques de consommations d'énergie ne sont pas existantes pour estimer correctement une cible de consommation (ex : bâtiment neuf) ou si l'acheteur réalise des travaux d'économie d'énergie (isolation de l'enveloppe des bâtiments, remplacement des menuiseries extérieures, rénovation de la chaufferie et des régulations, extension de bâtiments,...), il sera convenu que la 1^{ère} saison de chauffe sera une **période probatoire** et que l'intéressement sera neutralisé.

Cas particulier : si les travaux sont réceptionnés pendant une saison de chauffe, la période probatoire sera étendue à la saison de chauffe suivante. Cette dernière sera prise en compte pour la détermination de la nouvelle cible NB.

A la fin de chaque saison de chauffe, le titulaire fournit les **relevés mensuels de tous les compteurs** ainsi que les **enregistrements de températures intérieures** en continu pendant la période de chauffage visant à démontrer le respect des températures contractuelles.

A l'échéance de la période probatoire, le titulaire proposera à l'acheteur le nouveau NB et les bases contractuelles d'application de l'**intéressement** (qECS, station météo) en fonction des consommations et des relevés de températures. L'intéressement de la 2^{ème} saison de chauffe complète sera calculé à partir des consommations relevées corrigées des conditions climatiques, des consommations d'ECS et des relevés de températures intérieures.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le titulaire ou l'acheteur supprimera la prestation d'intéressement du bâtiment concerné de plein droit sans indemnité pour le titulaire.

14.6 Dispositions particulières pour les bâtiments dont la cible de consommation ne dépend pas que des DJU

Plusieurs bâtiments sont alimentés en chaleur pour des usages autres que le chauffage de confort et la production d'eau chaude sanitaire. La chaleur est utile notamment pour la déshumidification de certains laboratoires toute l'année.

Pour ces bâtiments, la corrélation entre la consommation totale du bâtiment et la rigueur climatique n'est pas exacte puisque les bâtiments consomment aussi en été.

La méthodologie retenue est le calcul de l'énergie consommée pendant la période de chauffe du 1^{er} septembre au 30 juin de l'exercice.

14.7 Calcul de l'intéressement aux économies d'énergie – marché PFI

Par dérogation au Guide de rédaction des Marchés Publics d'exploitation du chauffage (décision n° 2007-17 du 4 mai 2007), le calcul de l'intéressement pour chacun des bâtiments sera réalisé suivant les modalités ci-après :

Soit Kmc : le prix moyen de l'énergie destinée au chauffage pendant la période effective de chauffage de l'exercice (au sens année d'exécution). Le TITULAIRE calculera le Kmc à partir des factures transmises par l'acheteur. Sa définition dépend des moyens de production de chaque bâtiment :

Soit R1 (énergie calorifique) : élément proportionnel représentant le coût des combustibles nécessaires pour assurer la fourniture d'un MWh d'énergie calorifique.

- Pour les bâtiments alimentés au gaz naturel avec une cible de consommation se rapportant au compteur de gaz, Kmc sera le prix moyen de l'énergie en € hors TVA par MWhPCS facturés tel que :

$$Kmc = \frac{\sum \text{Prix proportionnels (fourniture+acheminement)}}{\text{Nombre de MWh PCS facturés}}$$

- Pour les bâtiments alimentés par réseau de chaleur, Kmc sera le prix moyen de l'énergie en € hors TVA par MWh facturés tel que :

$$K_{mc} = \frac{\sum \text{Prix de fourniture de l'énergie R1}}{\text{Nombre de MWh PCI R1 facturés}}$$

- Pour les bâtiments alimentés en électricité, Kmc sera le prix moyen de l'énergie en € hors TVA par MWh facturés tel que :

$$K_{mc} = \frac{\sum \text{Prix proportionnels (fourniture+acheminement)}}{\text{Nombre de MWh facturés}}$$

INTERESSEMENT :

Si la quantité d'énergie NC est inférieure à la quantité théorique N'B, le titulaire bénéficie d'un intéressement I d'un montant égal à la moitié de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$\text{Si } NC < N'B \text{ alors } I = \frac{1}{2} * (N'B - NC) * K_{mc}$$

Si la quantité d'énergie NC est inférieure de plus de 20 % à la quantité théorique N'B, la valeur de l'économie supplémentaire revient entièrement à l'UPPA.

AVOIR :

Si la quantité d'énergie NC est supérieure à la quantité théorique N'B, le titulaire éditera un avoir P équivalent à deux tiers de la valeur de l'excès réalisé selon la formule suivante :

$$\text{Si } NC > N'B \text{ alors } P = - \frac{2}{3} * (NC - N'B) * K_{mc}$$

Si la quantité d'énergie NC est supérieure de plus de 20 % à la quantité théorique N'B, la valeur de l'excès supplémentaire est entièrement à la charge du titulaire.

Dans tous les cas, le montant de l'intéressement ou de l'avoir par bâtiment sera plafonné à 35% du montant annuel P2 du bâtiment.

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Prestations forfaitaires P2-P3

Les prestations forfaitaires sont réglées selon le montant annuel porté sur la DPGF. Les prestations sont réglées par 4 acomptes équivalant chacun à un quart du montant annuel.

Les acomptes sont établis aux dates suivantes :

- 31 décembre correspondant à la période du 1er octobre au 31 décembre.
- 31 mars correspondant à la période du 1er janvier au 31 mars ;
- 30 juin correspondant à la période du 1er avril au 30 juin ;
- 30 septembre correspondant à la période du 1er juillet au 30 septembre.

Le règlement des prestations qui ne s'étendraient pas sur un trimestre complet de l'année civile sera calculé au prorata temporis des prestations effectuées.

Pour les prestations P2, le règlement du premier acompte de l'exercice N+1 est conditionné par la fourniture du rapport annuel d'exploitation par le titulaire de l'année N comportant toutes les pièces précisées au CCTP (article 2.12).

Pour les prestations P3, le règlement du premier acompte de l'exercice N+1 est conditionné par la fourniture et la validation par l'acheteur du décompte P3 relatif à l'exercice N.

Le titulaire produit une seule facture pour tous les sites et bâtiments, regroupant l'ensemble des prestations P2 (un seul montant pour P2.1, P2.2, P2.3, P2.4 et P2.5) et P3 (un seul montant pour P3.1, P3.2, P3.3 et P3.4).

S'agissant de l'intéressement, il est calculé à la fin de chaque exercice pour l'ensemble des bâtiments concernés. Le titulaire recueille les factures de consommation d'énergie auprès de l'acheteur afin de pouvoir procéder au calcul de l'intéressement, qu'il présente à l'acheteur. Le montant de l'intéressement est déterminé à travers une modification de marché.

15.2 Prestations unitaires

Les prestations sont facturées après l'admission par l'acheteur des prestations réalisées selon le bon de commande. Les factures seront accompagnées des mentions citées à l'article 15.4.1 du CCAP.

15.3 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

L'université de Pau et des pays de l'Adour se libère des sommes dues en exécution du présent marché en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

15.4 Conditions de facturation

15.4.1 Mentions obligatoires

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

Prestations forfaitaires :

- le numéro du présent marché : 2025-1340 ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ)-attribution communiqué après notification du marché ;
- la prestation réalisée selon l'intitulé figurant dans la DPGF ;
- les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le courrier de notification ;
- le prix HT et le montant de la TVA.

Prestations unitaires définies au BPU :

- le numéro du présent marché : 2025-1340 ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ)-commande ;
- la prestation réalisée selon l'intitulé figurant au BPU ;
- les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le bon de commande ;
- le prix HT et le montant de la TVA.

Prestations unitaires non définies au BPU :

- le numéro du présent marché : 2025-1340 ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ)-commande ;
- la prestation réalisée en détaillant le cas échéant :
 - o le coefficient de vente appliqué sur facture du matériel (avec facture jointe) ;
 - o les heures de main d'œuvre en précisant la qualification de l'intervenant ;
 - o le coefficient de vente appliqué sur devis du sous-traitant.
- les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le bon de commande ;
- le prix HT et le montant de la TVA.

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

15.4.2 Supports de facturation

Conformément aux articles L2192-1 s. du code de la commande publique, le titulaire transmet les factures sous forme électronique.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'État, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 19640251500270

Les personnes désignées pour le paiement sont :

- Ordonnateur : Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.
- Comptable assignataire : Agent comptable de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

15.5 Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance forfaitaire est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique :

- le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial toutes taxes comprises du marché lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois ;
- le montant de l'avance est fixé à 20% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché et doit être terminé lorsque le dit montant atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

Conformément à l'article R.2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Les dispositions des articles R2191-15, R2191-16 et s. sont applicables.

15.6 Acomptes

Conformément à l'article R.2191-21 du code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

S'agissant des prestations forfaitaires, elles sont réglées par 4 acomptes équivalant chacun à un quart du montant annuel porté sur la DPGF, conformément à l'article 15.1 du présent CCAP.

Si la durée des bons de commandes l'implique, le marché donne lieu au versement d'acomptes. Des acomptes en fonction de l'avancement des prestations pourront être proposés par le titulaire.

ARTICLE 16 – DEVELOPPEMENT DURABLE

16.1 Clause sociale

16.1.1 Clause sociale générale d'insertion

En application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur souhaite promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et lutter contre le chômage.

La clause sociale d'insertion a pour finalité de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. A ce titre, le titulaire est invité à faire appel à une ou plusieurs personnes relevant de cette catégorie :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État ;
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail.

La présente clause est incitative, il n'est pas prévu d'exiger un minimum d'heures travaillées.

Le titulaire reste soumis aux dispositions du Code du travail et, le cas échéant, de la convention collective applicable à la branche professionnelle objet du marché.

Il détermine librement les missions qui sont confiées aux personnes travaillant au titre de la présente clause, dans la mesure où elles sont directement affectées à l'exécution des prestations objet du marché et compatibles avec l'action d'insertion. Les personnes répondant aux critères de l'action d'insertion et déjà employées dans l'entreprise depuis moins de trois mois, sont recevables au regard de la présente clause.

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer de trois manières :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 2 ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Le titulaire est par ailleurs invité, à travers l'exécution des prestations, à promouvoir le progrès social, favoriser l'inclusion et promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Le titulaire rend compte de la mise en œuvre de la clause sociale générale et d'insertion lors de la réunion de suivi annuelle.

16.1.2 Clause d'action sociale

L'entreprise titulaire devra choisir et réaliser une action sociale de son choix, parmi les possibilités présentées ci-dessous **et détaillées en annexe du présent CCAP**, qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières, au choix:

- Action découverte des métiers ;
- Immersion en entreprise ;
- Atelier conseil - entretien ressources ;
- Parrainage ;
- Implication dans une action partenariale ;
- Agir pour plus de mixité dans les métiers ;

Pour cela, l'entreprise titulaire prendra contact avec la facilitatrice des clauses sociales dont les coordonnées sont les suivantes :

Fanny TEJEIRO

Facilitatrice des clauses sociales

Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées

Pôle Laherrère – 3 place Laherrère – 64000 PAU

05 59 27 85 80 / Poste 43324 – 06 21 87 77 04

Mail : f.tejeiro@agglo-pau.fr

L'entreprise titulaire aura pour obligation de mettre en place au minimum une des actions proposées en annexe. En cas de non-respect de cette obligation une sanction est définie à l'article 17 du CCAP.

Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données sera confiée au Plan local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) Pau Béarn Pyrénées. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sociale sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Le PLIE Pau Béarn Pyrénées est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

- ✓ dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus ;
- ✓ dans le cadre des règles du FSE ces informations devront être conservées pendant 10 ans ;
- ✓ en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant la déléguée à la protection des données par mail à : dpo@agglo-pau.fr ou par courrier : à l'attention de la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées – Hôtel de France – 2 bis, Place Royale – 64000 PAU. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

16.2 Clause environnementale

16.2.1 Clause environnementale générale

A la demande de l'acheteur, le titulaire s'engage à :

- fournir la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- mener des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- réaliser des économies d'énergie et contribuer au développement des énergies renouvelables ;
- être acteur dans la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

16.2.2 Optimisation des déplacements

Le titulaire optimise ses déplacements dans le cadre de l'exécution du marché et limite l'impact environnemental de ces derniers. Il veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits et prestations proposés. Ainsi, la circulation en heure de pointe doit être évitée, le transport groupé des marchandises privilégié et les véhicules à faibles émissions ou les modes de transport doux ou alternatifs à la route favorisés.

16.2.3 Gestion et traitement des déchets produits dans le cadre de la prestation

Le titulaire s'engage à laisser le site de livraison vierge de tout déchet produit par la prestation. En particulier, les déchets d'emballage sont repris par le titulaire sans surcoût, à la demande de l'acheteur.

Le titulaire prévient la production de déchets en prolongeant la durée de vie des équipements et le cas échéant, assure la bonne gestion des déchets produits dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable, en sa qualité de producteur ou détenteur, des déchets générés par ses activités et produits sur l'ensemble du site, jusqu'à leur entière élimination. La valorisation ou l'élimination des déchets est réalisée régulièrement et comprend les opérations de collecte, stockage, tri, transport dans un centre de traitement ou de dépôt agréé. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation.

En cas de non-respect de ces obligations, l'acheteur se réserve le droit de confier les opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à une entreprise tierce, la dépense en résultant étant à la charge du titulaire défaillant.

ARTICLE 17 – PENALITES ET SANCTION FINANCIERE

17.1 Règle générale

Le titulaire est porteur d'une obligation de résultat quant au respect des prestations définies aux articles du CCTP. Tout retard ou non-respect des obligations définies peut entraîner l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS :

- l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités.
- le titulaire encourt, sans invitation par écrit, les pénalités définies ci-après.
- le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300€ pour chaque application de pénalités (une ou plusieurs).

Toutes les pénalités sont cumulables. Les pénalités seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire. Toute heure commencée est comptée pour une heure, de même pour la journée et pour la semaine, selon le pas de temps de la pénalité. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés comptent pour le calcul des pénalités.

Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant annuel P2 global du marché.

17.2 Liste des pénalités

N°	Typologie	Désignation manquement	Pénalité applicable
1	Retard	Production des analyses d'eau des réseaux de chauffage, ECS et glycolé	10€ par analyse manquante et par mois de retard et par bâtiment
2	Retard	Entretien annuel des bouches de ventilation	10€ par bouche de ventilation et par mois de retard
3	Retard	Entretien annuel des Centrales de traitement de l'air	30 € par CTA et par mois de retard

4	Retard	Demande d'imputation P3	30€ par semaine de retard et par bâtiment
5	Retard	Travaux P3	80€ par semaine de retard et par bâtiment
6	Retard	Mise en place des livrets de chaufferies et carnets sanitaires	30€ par livret manquant et par mois de retard 30€ par carnet manquant et par mois de retard
7	Retard	PV de prise en charge des installations	20€ par PV manquant par bâtiment et par mois de retard
8	Retard	Mise à jour annuelle de la liste des matériels de chaque bâtiment (RAE)	10 € par bâtiment et par mois de retard
9	Réunion	Réunion d'exploitation mensuelle	50€ par semaine de retard
10	Réunion	Réunion annuelle d'exploitation	100€ par semaine de retard
11	Réunion	Réunion d'information ponctuelle	100€ en cas d'absence à une réunion d'information à l'initiative de l'acheteur
12	Réunion	Réalisation des actions décidées dans les réunions	50€ par action et par mois de retard selon les délais fixés en réunion et rappelés dans le compte-rendu transmis par l'acheteur
13	Exploitation - maintenance	Retard de réalisation de prestation : toute prestation qualifiée d'une fréquence ou d'un délai dans le CCTP et dans les gammes de maintenance	Prestation mensuelle : 100€ puis 50€ par semaine de retard Prestation annuelle : 500€ puis 250€ par mois de retard
14	Exploitation - maintenance	<p>Retard ou interruption du chauffage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si mise en route avec un retard de plus de DOUZE (12) heures - si au cours de la période effective de chauffage, la fourniture de chaleur était interrompue anormalement pendant plus de DOUZE (12) heures consécutives - si les retards ou interruptions d'une durée, prise cas par cas, égale ou inférieure à DOUZE (12) heures, seront totalisés en fin de campagne de chauffage ; si le total obtenu est égal ou supérieur à VINGT QUATRE (24) heures <p>La pénalité est applicable si l'un des points ci-dessus est constaté.</p>	<p>Pénalité d'un montant journalier égal à : $(5 \times P2 \text{ annuel par bâtiment global}) / (\text{Nombre de jours contractuels de chauffe})$ où P2 = redevance globale P2 pour le bâtiment concerné.</p> <p>Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption sera transformé en nombre de jours par arrondi au nombre entier le plus proche.</p>
15	Exploitation - maintenance	Retard dans la pose d'enregistreur de température	10€ / jour / enregistreur

16	Insuffisances ou excès de température	<p>Température de chauffage : Les insuffisances ou excès devront être constatés contradictoirement dans les locaux témoins ou réseaux choisis d'un commun accord, qui seront équipés par le titulaire pour la circonstance de thermomètres enregistreurs.</p> <p>Les insuffisances ou excès peuvent être constatés à tout instant par l'acheteur ou son représentant. L'acheteur convoque le titulaire pour en faire le constat contradictoire, au moins un jour avant la date du constat.</p> <p>Toute intervention de la part du titulaire sur les consignes avant le constat contradictoire est interdite et constitue une fraude. En l'absence du titulaire, l'acheteur peut dresser le constat unilatéralement.</p> <p>La fourniture sera considérée comme insuffisante ou excessive dans les cas qui suivent :</p> <p>-Température de chauffage : La température est strictement inférieure à celle demandée au marché ou supérieure de 1°C au cours d'une période continue de 24 heures minimum, et dans les conditions prévues au CCTP.</p>	moitié du montant des pénalités prévues pour retard ou interruption « Retard ou interruption du chauffage » ligne 14.
17	Insuffisances ou excès de température	Eau Chaude Sanitaire : température de puisage, supérieure ou inférieure de 5°C à la température contractuelle et constatée sur un point de puisage pendant plus de 24 heures consécutives.	100€ / jour retard
18	Environnemental	Anomalie de propreté/encombrement des zones d'intervention	10€ par semaine et par demande non traitée sous un délai d'une semaine.
19	Retard	Délais d'intervention des installations critiques citées au RDTS	1000€ par heure de retard et par installation
20	Retard	Délais d'intervention des installations non critiques du RDTS	50€ par jour de retard et par installation
21	Retard documents	Rapport de fin de saison de chauffe	50€ par semaine de retard
22	Retard documents	Rapport annuel d'exploitation	100€ par semaine de retard
23	Retard documents	Fourniture de documents divers non mentionnés précédemment (attestations d'entretien, levée d'observation, compte-rendu d'intervention...)	10€ par semaine de retard et par document
24	Non-conformité	Non-conformité dans les documents (livret de chaufferie non renseigné, documents inexacts remis suite aux travaux, erreurs dans les relevés de compteurs, inventaire inexact, paramètres inexacts, etc.)	50 € par document et par détection de la non-conformité
25	Retard et autre	Manquements divers à une obligation contractuelle non définie dans le tableau	50€ par jour au-delà de 5 jours ouvrés suite à notification du manquement
26	Retard	Prise en compte des téléalarmes	100€ par semaine au-delà du délai maximal prévu
27	Clause d'action sociale	<p>Non-respect de la clause d'action sociale (une action au choix sur toute la durée du marché)</p> <p>Cette sanction financière s'appliquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le montant total HT du marché (forfaitaire et unitaire) - par l'émission d'un titre exécutoire. 	1% du montant HT du marché

ARTICLE 18 – EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE

18.1 Exécution par un autre prestataire en cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la commande

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer la transmission d'un devis ou la prestation dans les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre, ce dernier est tenu d'avertir par écrit les deux référents métier ou le service à l'origine de la demande dans les meilleurs délais et dans tous les cas avant la fin des délais contractuels prévus.

L'acheteur se réserve le droit d'annuler la commande par écrit porté à la connaissance du titulaire par un courriel indiquant le motif de l'annulation.

L'annulation de la commande par l'acheteur doit intervenir dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception de l'écrit du titulaire attestant de l'impossibilité d'assurer la prestation dans le délai prévu.

L'université pourra alors faire appel à un autre prestataire pour assurer la prestation.

18.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants

L'université peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total de l'accord-cadre, ni la somme de 10 000 euros HT, en particulier en vue de commander auprès d'entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes employant des personnes handicapées au sens de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

18.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le titulaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ;
- si le titulaire n'assure toujours pas ses prestations contractuelles suite à une mise en demeure, restée sans effet pendant 72 heures.

ARTICLE 19 – LIQUIDATION DU MARCHE

Le marché est liquidé en tenant compte des prestations terminées et admises ainsi que des pénalités éventuellement applicables.

Les modalités de liquidation du compte GER (P3) sont définies à l'article « 13.3 Gestion et apurement du compte P3 ».

Une visite contradictoire sera effectuée entre le titulaire sortant, le titulaire entrant et l'acheteur ou son représentant (voir procédure de prise en charge définie au CCTP).

ARTICLE 20 – RESILIATION

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation du marché, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation du marché font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de l'UPPA ou à défaut par chèque libellé à l'ordre de l'Agent comptable de l'UPPA.

ARTICLE 21 – MODIFICATION DU MARCHE

Le présent marché est susceptible d'évoluer du fait de contraintes internes à l'UPPA, notamment liées à l'évolution du patrimoine immobilier de l'établissement, du fait de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc. Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie. Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

Les modifications pourront notamment porter sur :

21.1 Modification du périmètre technique d'un site

Tout ajout / retrait de matériel ou modification du périmètre technique d'un site compris au marché s'effectue par l'application de la présente clause de réexamen.

21.2 Modification des sites et/ou bâtiments

Tout ajout ou suppression d'un bâtiment ou augmentation / réduction de sa surface s'effectue par l'application de la présente clause de réexamen.

Bâtiments susceptibles de bénéficier de travaux de réhabilitation (partielle ou totale) d'ici fin 2029 :

- Pau : Lettres / Droit / IBEAS / PRESIDENCE / IPREM II
- Bayonne : Halle des Sports La Floride / EEI - B1 / BU NIVE / EEI - EC9 / CHATEAU NEUF - AILE A
- Anglet : Pavillon Montauray
- Mont-de-Marsan : GB (Génie Biologique) et RT (Réseaux et Télécoms)

Bâtiments susceptibles d'être construits d'ici fin 2029 :

- Côte basque : LEARNING CENTER ISANUM / BIOMIMETISME / CAMPUS DES SPORTS
- Mont-de-Marsan : XYLOMAT 2 (fin 2025)

Les bâtiments du site de Bayonne (excepté la halle des sports) sont susceptibles d'être rattachés au réseau de chaleur à partir de 2027 pouvant entraîner une modification de la liste des équipements et de cibles.

Les bâtiments du site de Tarbes sont susceptibles d'être rattachés à un réseau de chaleur à partir de 2027-2028 pouvant entraîner une modification de la liste des équipements et de cibles.

21.3 Modification d'un ou plusieurs indices de la formule de révision des prix

En cas de modification de la définition de l'un des indices de la formule de révision des prix et/ou en cas de toute suppression de publication d'un indice, le remplacement sera effectué par application de la présente clause de réexamen.

21.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Conformément aux dispositions de l'Article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché peut être modifié sans conclusion d'un avenant pour les cas mentionnés ci-après.

La présente clause de réexamen ne fait pas obstacle à la conclusion éventuelle d'un avenant dans ces mêmes cas.

ARTICLE 22 – SUSPENSION DU MARCHE EN COURS D'EXÉCUTION

En cas de confinement dû à une pandémie ou tout autre événement exceptionnel affectant l'exécution du marché, le Président de l'établissement ou son délégué pourra suspendre l'exécution du présent marché et des éventuels bons de commande en cours d'exécution.

Cette suspension prendra la forme d'un ordre de service signé par l'acheteur. La reprise du marché fera l'objet d'un nouvel ordre de service dans les conditions précitées.

La suspension sera sans incidence sur la durée du marché prévue à l'article 4 du présent document sauf accord de l'acheteur et conformément aux règles de la commande publique.

ARTICLE 23 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 24 – MONNAIE

L'unité monétaire relative au marché est l'euro.

ARTICLE 25 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Pau est seul compétent.

ARTICLE 26 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Pau :

Villa Noulibos

50, Cours Lyautey

64010 Pau CEDEX

Téléphone : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

ARTICLE 27 – DEROGATION AU CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
11.1.2 11.2.2	10.2.4	les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres
12.1	28	les opérations de vérification sont réalisées annuellement sur la base du rapport annuel d'exploitation remis.
12.2	28	le titulaire établit un compte rendu d'intervention à partir duquel l'acheteur vérifie les prestations
12.2	30.1	le délai de quinze jours est suspendu en cas de fermeture administrative de l'UPPA
17	14.1	l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités. Le titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités. Exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300€. La formule d'application des pénalités de retard prévue à l'article 14.1 du CCAG est modifiée. Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant total annuel P2 figurant sur la DPGF.

ARTICLE 28 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Université de Pau et des pays de l'Adour

Direction des achats et du pilotage de la dépense

Avenue de l'université – BP 576

64012 Pau cedex

Conformément aux articles 11.2 et 11.3 du règlement de consultation, pour toute question, merci d'adresser cette dernière sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).